

3 octobre 2022 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration du Président Emmanuel Macron à l'occasion du lancement de la grande consultation numérique du Conseil national de la refondation.

Mes chers compatriotes, si je m'adresse à vous aujourd'hui, c'est pour vous parler de cette nouvelle méthode que nous souhaitons mettre en place pour bâtir ensemble, pour notre pays, à la fois plus de consensus, un cadre de pensée d'action commun et aussi des solutions concrètes pour chacune et chacun d'entre nous.

Durant les 5 dernières années, nous avons changé beaucoup de choses dans la vie du pays. Évidemment par des textes de lois, par des décrets, par de l'action publique, de l'action collective. Je veux ici à nouveau remercier nos parlementaires, les services de l'Etat, nos élus qui n'ont cessé de contribuer à cette transformation, en plus de la gestion des crises.

Nous avons aussi collectivement innové d'un point de vue démocratique avec le grand débat qui, alors même que nous vivions une crise sociale sans précédent, a permis d'aller à votre rencontre, grâce à nos maires partout sur le territoire, et de dégager des propositions très concrètes qui nous ont permis de changer les choses. C'est grâce au grand débat que nous avons changés l'impôt sur le revenu, créé plus de 2 000 Maisons France Services pour recréer des services publics sur le territoire, que nous allons recréer des sous-préfectures, je l'annoncerai dans les prochains jours, que nous avons remis de la force d'action publique partout sur le terrain, que nous avons décidé de rouvrir des petites lignes de chemin de fer, que nous avons aussi décidé, et bien des choses très concrètes, par exemple pour les familles monoparentales, c'est-à-dire souvent ces femmes seules qui élèvent leurs enfants et qui ont en plus à essayer de retrouver un travail ou à bien vivre de leur travail, par là aussi, des mesures fiscales et d'accompagnement très concrètes.

Nous avons ensuite bâti, c'était une des conclusions du grand débat, cette Convention citoyenne sur le climat qui nous a permis, non seulement ce travail démocratique inédit, de faire avancer le débat public en matière de lutte contre le réchauffement climatique et pour la biodiversité, mais aussi d'arriver à un texte de loi inédit qui, grâce au travail aussi de nos parlementaires et de nos administrations, est en train de nous permettre d'améliorer très concrètement les choses. Accélérer la rénovation thermique des bâtiments, l'amélioration de nos moyens de déplacement pour sortir progressivement du carbone, un meilleur respect de la biodiversité en protégeant contre l'artificialisation des sols ou en luttant contre l'usage unique du plastique, qui va nous permettre de tenir nos objectifs et termes de réduction de nos émissions de CO2 et de protection de la biodiversité.

Mais on a tous conscience que les choses ne vont pas assez loin, qu'il y a dans notre démocratie quelque chose qui au fond n'est pas totalement abouti. Je le formulerai en des termes simples. D'abord, le débat public, et nous l'avons vu lors des dernières élections, continue de se faire autour de divergences très profondes qui ne sont pas simplement des divergences d'idées mais parfois, nous n'avons pas même pas la même vision de la nature, des problèmes et des faits.

La deuxième chose c'est que, je le sens à travers les courriers, les déplacements, ce que vous me dites, il y a une volonté d'être associé, mais pas simplement au moment des élections, pas simplement dans des temps de délibérations, mais de participer à la prise de décision, d'être vous-mêmes des acteurs de ce qu'est l'action publique, et de dire que le citoyen n'est pas quelqu'un à qui on va imposer des décisions, à qui on va même proposer des solutions sans être pleinement associé à la réponse.

Cette méthode différente, c'est celle que j'ai voulu porter en campagne avec ce fameux "avec vous". C'est celle que j'ai voulu installer dès les premiers jours de ce mandat et qui est au cœur du Conseil national de la refondation. Ce Conseil national de la refondation, au niveau national, c'est ce que j'ai lancé il y a quelques semaines à Marcoussis avec la Première ministre et plusieurs ministres, réuni le Gouvernement, les forces syndicales, patronales, les forces politiques, évidemment, l'ensemble des représentants de nos territoires et donc des associations d'élus, mais également les forces vives de la société et donc toutes celles et ceux qui représentent le monde associatif, nos ONG et les différentes causes qu'ils portent, en plus, évidemment, des présidentes et présidents des chambres qui sont prévues par la Constitution et du Plan qui a vocation, là aussi, à mobiliser l'expertise dans la nation.

Cette première réunion, qui sera suivie d'autres, a pour vocation à se dire : quels sont les faits ? Quelle est la situation du pays sur le plan économique, social, en termes de climat, de biodiversité, d'inégalités ? Et de bâtir du consensus, d'essayer de définir sur quoi les uns et les autres sont d'accord et pas d'accord, mais d'essayer d'éviter les désaccords sur des faits qui sont incontestables. Ensuite, nous sommes en train de définir des chantiers nationaux, les grands éléments sur lesquels nous avons la conviction qu'il faut, là aussi, avec toutes les parties prenantes que je viens de citer, pouvoir construire des stratégies nationales sur les grands sujets que sont les inégalités, que sont au fond, j'allais dire, les grands sujets de transition.

La transition productive et celle du modèle social. La transition climatique, c'est-à-dire la réponse au réchauffement climatique et à la biodiversité. La transition démographique, c'est-à-dire le vieillissement de la population et les réponses qu'il importe. La transition numérique, avec les changements de comportement, d'organisation de notre production, les inégalités qu'ils suscitent. La transition du travail, qui est un peu le fruit de tout cela.

Tous ces grands sujets de transition, on doit les penser dans le temps long, bâtir des stratégies nationales, et réussir à créer de la coopération entre les acteurs.

Ce que je vous propose aujourd'hui, c'est de pouvoir changer les choses ensemble : sur ces grands sujets, j'ai besoin que vous puissiez aussi prendre part au travail du Conseil national de la refondation. Avec vous, qui portez des idées de changement, qui imaginez des projets pour nos territoires, qui avez des idées très concrètes, de pouvoir nous en faire part en les mettant en commun, sur www.conseil-refondation.fr.

Rendez-vous dès maintenant sur cette plateforme. Choisissez les sujets qui vous tiennent à cœur : l'écologie, l'école, la santé, la démographie, le vieillissement, le travail ... et participez pour contribuer à ce travail de conception, pour apporter vos contributions plus personnelles, plus approfondies, pour lever aussi de nouvelles questions.

Nous aider à bâtir dans le cadre de ce Conseil national de la refondation, thématique par thématique, les projets, les travaux, nous inspirer d'expériences locales, le faire en direct et en toute transparence pour nous dire où sont vos réflexions, quelles sont vos contributions, quels sont les premiers changements, les premières innovations, et nous faire partager les choses pour que nous puissions avancer sur ces grands sujets.

À côté de cette participation sur notre plateforme : www.conseil-refondation.fr, qui sera lancée dès aujourd'hui et pour laquelle je compte sur vous, je voulais aussi vous dire qu'il y aura dès les prochains jours deux immenses chantiers nationaux qui seront lancés partout sur le terrain et de manière très concrète. Et là, ce n'est pas de la consultation, ce n'est pas du débat, c'est de l'action.

Sur l'école et sur la santé, nous allons lancer un travail de refondation. Notre école et notre santé où nous allons demander, partout sur le territoire où les gens sont volontaires, pas d'obligation, de pouvoir se saisir de la question, des questions clés qui se posent de manière très concrète.

Au niveau de chaque établissement scolaire qui le souhaite, de pouvoir mettre autour de la table, sur le modèle de ce que nous avons fait avec "Marseille en grand", les enseignants et enseignantes, les directrices et directeurs d'établissement, les parents d'élèves, les élèves lorsqu'ils ont l'âge, le monde associatif en charge du périscolaire, les élus et toutes celles et ceux qui ont vocation à participer à l'éducation de nos enfants dans le temps scolaire ou périscolaire. Se mettre autour de la table pour bien cibler les objectifs, les difficultés auxquelles ils sont confrontés et les objectifs qu'ils se donnent, et de pouvoir construire dans les semaines et mois qui viennent, une feuille de route.

L'administration sera au service de ce travail de refondation. Les rectorats, les équipes de l'administration centrale seront là, comme je l'ai expliqué aux recteurs, pour vous appuyer, vous donner en quelque sorte la boîte à outils, les instruments, vous aider à inventer les bonnes réponses pédagogiques.

Il y a des établissements où on n'arrive pas à bien enseigner les mathématiques : il faut qu'on vous permette d'avoir le laboratoire qui convient, les méthodes qui s'adaptent, peut-être échanger avec d'autres collègues. Il y a d'autres endroits, c'est le temps périscolaire qui pose un problème, parce que les enfants sont trop livrés à eux-mêmes, parce qu'on n'arrive pas à bien organiser l'accompagnement ou les devoirs qui sont faits à la maison. Comment mieux coopérer entre l'Éducation nationale, les bonnes associations ? Comment permettre de donner des perspectives aux parents ? Il y a d'autres endroits, d'autres niveaux où la clé sera. À chaque territoire, en plus évidemment de ce qui est le cadre national, des objectifs, des problématiques. Donc il faut des réponses différenciées et il faut permettre à nos enseignants pouvoir le faire, c'est pour ça que j'ai décidé d'un nouveau pacte avec les enseignants, on va les accompagner, mais aussi d'un fonds d'innovations pédagogiques qui permettra très vite, de libérer de l'argent pour accompagner ces innovations pédagogiques. On commence dès maintenant et sur les premières demandes de propositions du terrain, école par école ; dès le début d'année prochaine il y aura des réponses concrètes et des choses qui changeront. À tel endroit, une salle qui sera ouverte, à tel autre peut-être un poste d'accompagnant qui sera créé, du temps qui sera libéré pour tel enseignant... c'est du changement à l'échelle humaine, à l'échelle de vos vies, en temps réel, avec des financements qui sont prévus.

Pour la santé, c'est la même démarche que nous allons lancer dès octobre. Nous connaissons tous le problème des urgences qui débordent, un hôpital qui souffre et des déserts médicaux. On a mis beaucoup de moyens, on continuera de le faire dans les textes financiers qui arrivent. Mais au-delà de tout cela, la réponse est au plus

près du terrain. Nos professionnels de santé, qu'ils soient soignants, paramédicaux, nos associations, nos élus, nos associations aussi de patients : tous ont la même volonté. Les réponses, là aussi, doivent être différenciées sur le terrain. Il y a certains de nos territoires où, pour répondre à la problématique, il faut parfois avoir simplement deux semestres d'étudiants, peut-être, du chef-lieu voisin ou de la capitale régionale pour venir combler un manque à d'autres, il faudra trouver les moyens de convaincre peut-être des professionnels de santé de reprendre des gardes. Dans d'autres, il faudra retrouver une autre organisation entre l'hôpital et les libéraux qui sont là. Il n'y a pas une réponse au niveau national. Il y en a en fait des milliers, autant que de bassins de vie.

Ce que nous allons organiser, là aussi partout où les acteurs le veulent et ils sont prêts, ce sont ces projets, notre santé, ou bassin de vie par bassin de vie, on va permettre aux hospitaliers d'aller avec les libéraux, avec les associations de praticiens, avec les Samu, avec déjà les fameux collectifs de libéraux qui sont organisés - CPTS comme on le dit techniquement - permettre aux acteurs de télémédecine, aux associations d'usagers, évidemment aux pharmaciennes et pharmaciens, aux infirmiers, infirmières, aux kinésithérapeutes, aux psychologues, aux psychiatres, à toutes celles et ceux qui font notre santé, de se mettre autour d'une table et de faire pendant les premières semaines le même bilan, au fond de la situation, un constat partagé, et de voir où sont de manière très précise les points qui changeraient leur vie.

Là aussi, de mettre nos agences régionales de santé, notre ministère de la Santé au service de cette expression des besoins sur le territoire, et de pouvoir apporter des réponses très différenciées. Parfois, on le sait très bien, en changeant de toutes petites choses on change des vies. Nous allons accompagner ce mouvement d'un formidable mouvement de transformation dans nos hôpitaux, en permettant de redonner le pouvoir au niveau du service et en redonnant le pouvoir, si je puis dire, en tout cas plus de responsabilité aux soignants.

Cette révolution, ces révolutions de l'école et de la santé, je ne les ferai qu'avec vous quand vous êtes concernés. Là aussi, je m'exprime au-delà de la consultation de la plateforme, aux enseignants, aux parents d'élèves, aux associations, à nos médecins, nos infirmiers, à nos pharmaciens, à nos usagers : participez partout sur le territoire à ces grands travaux de refondation. Là, ce ne sont pas des débats, ce sont des refondations profondes.

Dès la mi-octobre, nous lançons « Notre école et notre santé » dans le cadre du Conseil national de la refondation. "Notre école et notre santé", c'est le "avec vous" mis en œuvre. Nous tous, nous allons les refaire. Je compte donc sur vous, avec beaucoup d'enthousiasme, de conviction, de force : participez à la plateforme, aidez-moi à transformer le pays.

Aidons-nous à trouver de manière intelligente, tous ensemble, les bonnes solutions, loin des postures, des conservatismes, loin des débats qui sont parfois caricaturaux, mais en considérant tous que nous avons notre part d'idées à prendre, d'initiatives, de changements très locaux. Nous pouvons changer les vies si nous décidons de le faire. C'est le choix que j'ai fait, je serai à vos côtés pour le faire, envers et contre tous les blocages. Vive la République et vive la France !